

BEI

**Déclaration du Gouverneur représentant
la Banque européenne d'investissement
Alexander Stubb, Vice-Président de la BEI**

Tout d'abord, je tiens à remercier le Royaume de Jordanie qui accueille l'Assemblée annuelle de la BERD ici sur les rives de la mer Morte. Le choix de la Jordanie, premier pays de la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen à accueillir cette assemblée, met en évidence le rôle majeur que tient la Jordanie dans la région.

En ce qui concerne les discussions importantes au cours de la table ronde sur les futures options stratégiques pour la BERD, nous reconnaissons les mérites du modèle opérationnel de la Banque et les excellents résultats obtenus, en particulier pendant l'exercice de 2017. La réussite de la BERD tient fondamentalement à son attachement à travailler surtout avec le secteur privé pour mobiliser des financements qui en proviennent. Le mandat de la Banque en faveur de la transition vers des économies de marché modernes et durables reste très pertinent et lui permet d'avoir un rôle clairement déterminé dans les travaux des institutions financières internationales (IFI) pour le financement du développement.

En ce qui concerne les délibérations sur le nouveau Cadre stratégique et capitalistique pour 2021-25 et les thèmes connexes à débattre mis en avant dans la note d'information, nous soutenons la poursuite d'une augmentation et d'un renforcement des activités dans les pays d'opérations actuels de la BERD, dans les limites autorisées pour préserver sa viabilité financière. Les financements accordés au secteur privé doivent être prioritaires, quand l'identification de carences sur le marché justifie une intervention de la BERD. Celle-ci doit continuer à utiliser sa vaste gamme de produits, que ce soit les prêts ou les prises de participation, en fonction des conditions sur les marchés locaux, et combler les lacunes là où d'autres IFI n'ont pas les capacités d'intervenir. Nous sommes

favorables à la préparation d'une analyse plus approfondie pour optimiser les résultats des financements de la BERD dans ces pays.

Un élargissement du champ d'action géographique de la BERD pour inclure de nouveaux pays dans les régions d'opérations actuelles – comme l'Algérie, la Libye et la Syrie dans la SEMED – pourrait aussi bénéficier d'un appui. À la lumière de son rôle focalisé et de son volume annuel de financement, la BERD ne devrait pas distribuer ses ressources trop parcimonieusement, mais devrait tirer parti de sa forte présence locale sur le terrain et de sa connaissance approfondie des marchés dans ses régions d'opérations. L'extension des activités de la BERD à de nouvelles régions, même pour cibler des initiatives spécifiques ou étendre la portée de ses financements au titre du Programme de transition vers une économie verte, pourrait avoir des répercussions négatives sur son modèle opérationnel actuel et la dévier de son rôle complémentaire en tant qu'intervenante essentielle au sein de l'architecture européenne et mondiale des IFI. Étant donné qu'une analyse plus approfondie de cette architecture est nécessaire, la BEI est prête à jouer un rôle constructif dans ce processus. En définitive, une chose est certaine : les institutions bénéficiant d'un financement public ne devraient pas se livrer concurrence, mais se compléter, pour utiliser au mieux les ressources qui leur sont confiées et produire le meilleur impact sur les économies où elles opèrent. Ce qui compte, c'est l'impact sur ceux qui ont besoin de nous, et rien d'autre.

Nous sommes impatients de poursuivre les discussions sur le nouveau Cadre stratégique et capitalistique, au plus tard à l'occasion de la prochaine Assemblée annuelle, en 2019.